

Unité départementale de la Vendée
10, rue du 93e régiment d'infanterie
Cité administrative Travot
85000 La Roche-sur-Yon

La Roche-sur-Yon, le 13 Septembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOC ATLANT ISOLANTS THERMI EXPANS CHIMIQ (SAITEC)

5 BOULEVARD PASCAL
ZI
85300 Challans

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/09/2024 dans l'établissement SOC ATLANT ISOLANTS THERMI EXPANS CHIMIQ implanté 5 BOULEVARD PASCAL ZI 85300 CHALLANS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'est inscrite dans le cadre de la vérification de l'application des prescriptions complémentaires imposées par arrêté préfectoral du 10 juillet 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOC ATLANT ISOLANTS THERMI EXPANS CHIMIQ (SAITEC)
- 5 BOULEVARD PASCAL ZI 85300 CHALLANS
- Code AIOT : 0006301185
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SAITEC est autorisée, par arrêté préfectoral du 5 février 2001, à produire des mousses polymères sur son site de Challans. Il comprend notamment des installations soumises à autorisation au titre de la rubrique 3410-h. Le site emploie environ 60 personnes.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Modification des installations	Code de l'environnement, article R.181-46	Demande d'action corrective	3 mois
3	Rapport de base IED et gestion de pollution	Code de l'environnement, article L.515-30	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	Mise à jour de l'étude de dangers	Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 4.1	Demande d'action corrective	3 mois
5	Défense extérieure contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 4.2	Demande d'action corrective	3 mois
6	Confinement des eaux polluées en cas d'incendie	Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 4.3	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Examen de conformité	Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
9	Dégazage des anciennes cuves de pentane	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Remise du dossier de réexamen IED	Code de l'environnement, article R.515-71	Sans objet
7	Organisation des stockages extérieurs	Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 4.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a transmis les études et les documents imposés dans l'arrêté complémentaire du 10 juillet 2023. Ils présentent néanmoins des insuffisances et doivent être complétés.

La mise en place de moyens adéquats de défense extérieure contre l'incendie a pris du retard, par rapport à l'échéancier imposé dans cet arrêté complémentaire.

Sans attendre la prise d'un nouvel arrêté complémentaire, il est demandé à l'exploitant d'engager une démarche de gestion de la pollution du site et d'engager des investigations visant, à terme, à excaver les déchets ayant été enfouis sur site sans autorisation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modification des installations

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.181-46
Thème(s) : Situation administrative, Modification
Prescription contrôlée : Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Les modifications suivantes ont notamment été apportées aux installations autorisées (liste non exhaustive) : <ul style="list-style-type: none">• augmentation de la quantité de mousse stockée sur site (de 7 500 m³ à 10 000 m³)• évolution des quantités de produits dangereux stockés (ajout de 2 cuves d'ignifugeant, suppression de 2 cuves de pentane, etc.)• augmentation de la hauteur de certains stockages de mousse• ajout de piézomètres de surveillance des eaux souterraines Ces modifications n'ont pas été portées à la connaissance du préfet de la Vendée, ce qui constitue un écart. Le dossier de porter à connaissance de modifications, qui sera déposé par l'exploitant, pourra reprendre la structure du Rapport d'audit ICPE - Note de classement initial - juillet 2024. Il devra néanmoins être complété comme suit : <ul style="list-style-type: none">• Indiquer le niveau d'activité (production journalière maximale et production annuelle) des différentes lignes de production, y compris des lignes de moulage, d'encollage et d'extrusion PVC.• Revoir le classement des installations de fabrication de mousse phénolique. En effet, au vu des constats réalisés lors de la visite, il apparaît que le procédé consiste à réticuler un polymère insaturé, à l'aide d'un initiateur/catalyseur. Il s'agit donc d'une transformation de polymère relevant de la rubrique 2661-1, pas d'une fabrication de polymère relevant de la rubrique 3410-h.• Prendre en compte, sous cette rubrique 2661-1, les activités d'encollage et d'extrusion PVC.• Déterminer et justifier le classement des installations au titre des rubriques 4XXX et vis-à-vis des seuils Seveso (y compris par la règle des cumuls).• Déterminer le classement au titre des rubriques IOTA.• Préciser, pour l'ensemble des points de rejets canalisés des effluents atmosphériques du site, l'emplacement, l'installation associée, le débit nominal, la hauteur du point de rejet, le type d'exutoire (cheminée verticale en toiture, extracteur horizontal en façade, etc.) et l'éventuel dispositif de traitement.• Démontrer l'acceptabilité, d'un point de vue des risques accidentels, des modifications apportées. Pour cela, l'étude de dangers de juillet 2024 pourra être utilisée. Elle devra cependant être complétée par les éléments listés dans les constats du point de contrôle n°4.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Remise du dossier de réexamen IED

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2001, article R.515-71
Thème(s) : Risques chroniques, IED
Prescription contrôlée : En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles. Pour tout ou partie des installations d'élevage, le ministre chargé des installations classées peut fixer par arrêté un délai supérieur, qui ne peut toutefois pas dépasser vingt-quatre mois.
NB : L'article 11.3 de l'arrêté d'autorisation du 5 février 2001 précise que la rubrique 3410-h est la rubrique IED principale du site et que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles correspondantes sont celles du BREF polymères (POL). L'article 6 bis de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation dispose que « la publication des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour les systèmes communs de traitement/ gestion des effluents gazeux dans le secteur chimique (WGC) déclenche la procédure de réexamen prévue à l'article R. 515-70 I du Code de l'environnement pour les établissements mentionnés à l'article R. 515-58 du même code dont les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au BREF principal sont celles pour [...] la fabrication de polymère (POL). Les conclusions sur les MTD du BREF WGC ont été publiées le 12 décembre 2022, ce qui a déclenché le réexamen des conditions d'exploitation de vos installations. Le dossier de réexamen devait donc être remis avant le 12 décembre 2023.
Constats : Le dossier de réexamen a été transmis le 24 juillet 2024. Ce document est en cours d'instruction et fera l'objet d'un rapport spécifique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rapport de base IED et gestion de pollution

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2001, article L.515-30

Thème(s) : Risques chroniques, IED

Prescription contrôlée :

L'état du site d'implantation de l'installation est décrit, avant sa mise en service ou, pour les installations existantes, lors du premier réexamen conduit en application de l'article L. 515-28 après le 7 janvier 2013, dans un rapport de base établi par l'exploitant dans les cas et selon le contenu minimum prévus par le décret mentionné à l'article L. 515-31.

Constats :

Le rapport de base, daté du 5 juillet 2024, a été transmis le 24 juillet 2024. Cette démarche, qui est sous la responsabilité de l'exploitant, permet de déterminer « l'état initial IED ».

Concernant les sols, ce rapport de base a mis en évidence les anomalies notables suivantes :

- anomalie en hydrocarbures C10-C40 (jusqu'à 4 300 mg/kg MS entre 0,4 m et 1 m de profondeur), au niveau du sondage S10 correspondant au groupe électrogène.
- anomalies en hydrocarbures C10-C40 (jusqu'à 740 mg/kg MS entre 1 m et 2 m de profondeur), au niveau des sondages S8 et S9 correspondants à la cuve enterrée de fioul domestique.
- anomalie en sulfates (jusqu'à 4 230 mg/kg MS entre 0,1 m et 1 m de profondeur) et en soufre (jusqu'à 2 600 mg/kg MS entre 0,1 m et 1 m de profondeur), au niveau du sondage S18 correspondant à une cuve de stockage de déchets dangereux.

Des anomalies en phénol, PFAS et dioxines et furanes ont également été constatées dans les sols, notamment dans les zones touchées par les incendies de 2003 et de 2011.

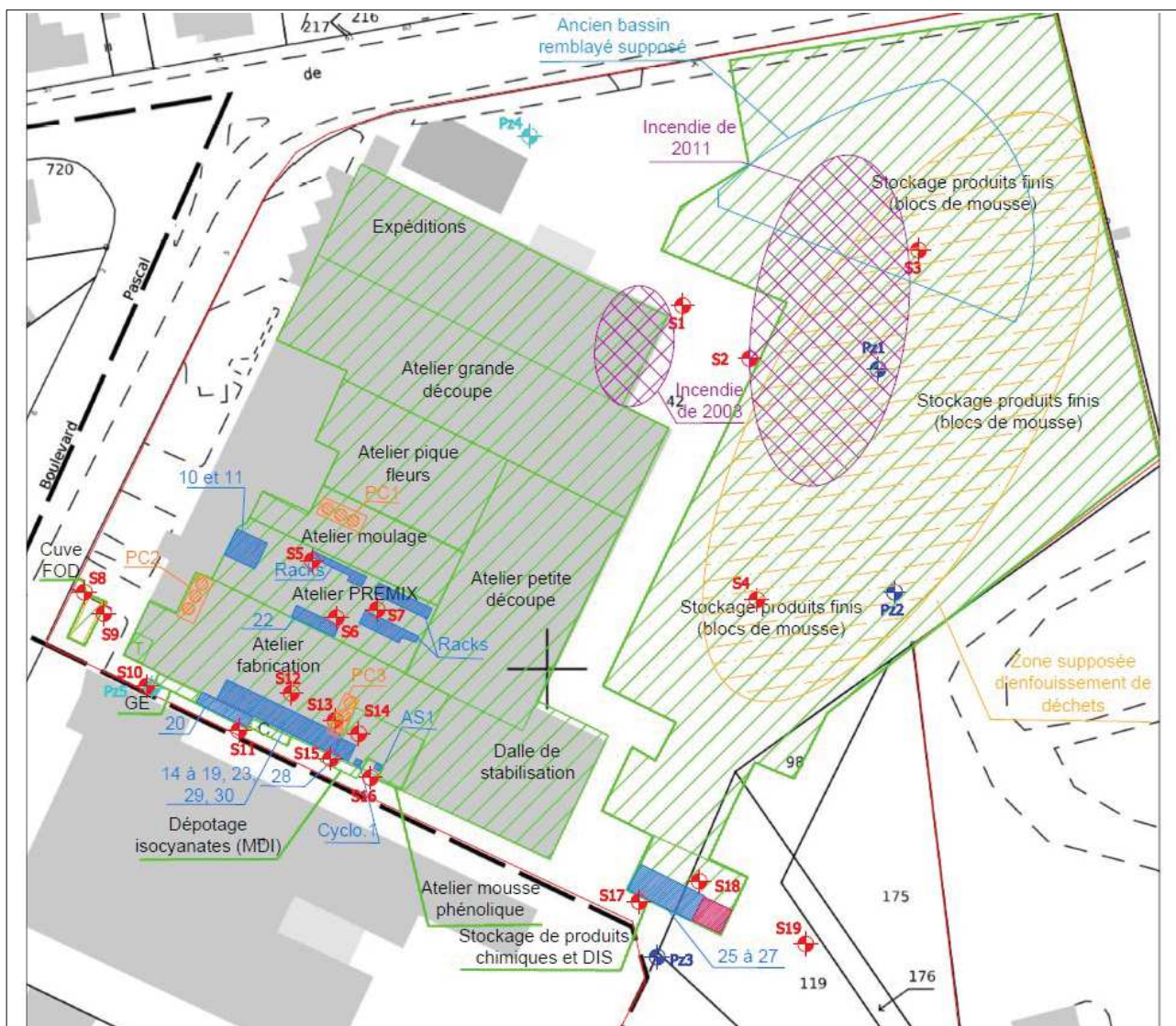
Concernant les eaux souterraines, le rapport de base a mis en évidence une anomalie notable en hydrocarbures C5-C6 : jusqu'à 5,2 mg/l au niveau du Pz3 (localisé en aval des installations, sur le site), ainsi que d'autres anomalies en hydrocarbures C10-C40, BTEX, COHV, HAP, phénol et FPAS.

À l'exception du cas de certains COHV, dont le lien avec l'activité du site n'est pas clairement établi, ces anomalies sont liées à l'activité du site, notamment au stockage et à l'utilisation de pentane, de cyclopentane, de fioul, de résine phénolique et d'acide sulfurique, ou à l'historique du site (incendies de 2003 et de 2011).

Le schéma conceptuel, joint au rapport de base, retient les risques suivants :

- inhalation de substances volatiles en intérieur, due à la présence de composés volatils dans les sols et les eaux souterraines
- risque de transfert de la pollution des sols vers les eaux souterraines
- risque de transfert de la pollution des eaux souterraines vers les eaux superficielles

En outre, le rapport de base mentionne une ancienne activité, non autorisée et datant des années 1980, d'enfouissement de déchets (mousse polyuréthane voire fûts de produits chimiques) sur une zone du site localisée l'Est (cf plan ci-après). Lors de la réalisation du sondage S4 (situé au sud de cette zone), des morceaux de mousse ont été constatés. Des morceaux de mousse, flottant à la surface de l'eau, ont également été constatés, lors des campagnes de mesures des eaux souterraines réalisées en 2024, au droit des ouvrages Pz1 et Pz2.



Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Gestion des anomalies

Au vu de ces éléments et conformément à la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués, il est demandé à l'exploitant :

- Dans un délai maximal de six mois, de transmettre un plan de gestion de la pollution concentrée localisée au niveau du groupe électrogène (sondage S10 du diagnostic de juillet 2024). Ce plan de gestion devra être réalisé par un organisme certifié dans le domaine des sites et sols pollués. Le cas échéant, l'exploitant transmettra également le diagnostic complémentaire ayant permis de préciser l'emprise de la zone concentrée. Concomitamment à la transmission du plan de gestion, l'exploitant indiquera clairement l'option de gestion qu'il propose de retenir, ainsi qu'un échéancier.
- Dans un délai maximal de six mois, de démontrer que l'état du site est toujours compatible avec un usage industriel. Pour cela, le risque d'inhalation de substances volatiles en intérieur, dû à la présence de composés volatils dans les sols et les eaux souterraines, mentionné dans le schéma conceptuel de juillet 2024, sera étudié.

À ce stade, il n'est pas demandé à l'exploitant de faire procéder à une surveillance de la qualité des eaux superficielles (ruisseau de la Poctière), en amont et en aval du site. Il n'est pas non plus demandé à l'exploitant de définir des mesures de gestion des anomalies dans les eaux souterraines. Cette position pourra être révisée, notamment en cas de dégradation de la qualité des eaux souterraines.

Les anomalies constatées dans les sols devront faire l'objet d'un suivi décennal, en application du c) de l'article 6 bis de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la

consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Les anomalies constatées dans les eaux souterraines devront faire l'objet d'un suivi au moins semestriel, en application des articles 65 et 65 bis de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

Déchets enfouis sur site

Considérant que la présence de morceaux de mousse au niveau du sondage S4 et au niveau des piézomètres Pz1 et Pz2 confirme l'hypothèse d'un enfouissement de déchets sur la partie Est du site, que cette pratique n'a jamais été autorisée et qu'elle est susceptible d'entraîner une pollution des eaux et des sols, il est demandé à l'exploitant de faire procéder, dans un délai maximal d'un an, à des investigations visant à déterminer la nature et le volume des déchets enfouis sur cette zone. Avant la réalisation des opérations, le plan d'investigations sera transmis à l'inspection des installations classées. Dans un délai maximal de six mois à compter de l'achèvement des opérations, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le bilan des investigations (notamment la nature des déchets enfouis et une estimation de leur volume), ainsi qu'une étude technico-économique relative à l'excavation et à la gestion (dans une filière autorisée) de ces déchets, accompagnée d'un échéancier.

Ces demandes pourront faire l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire, mais il est demandé à l'exploitant d'y répondre sans attendre un tel arrêté.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Mise à jour de l'étude de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 4.1

Thème(s) : Risques accidentels, Étude de dangers

Prescription contrôlée :

L'exploitant transmet sous 6 mois à l'inspection des installations classées une étude des dangers à jour pour son établissement.

Cette étude doit être conforme au III de l'article D181-15-2 du code de l'environnement, et en particulier présenter les mesures techniques et organisationnelles de maîtrise des risques. Cette étude comporte et détaille chacun des items suivants :

- description et caractérisation de l'environnement (et plans associés),
- description des installations et de leur fonctionnement ; Cette description doit être accompagnée de tous documents cartographiques utiles à une échelle adaptée : cartes de localisation du site, des installations, plans de masse des installations (unités, stockages, postes et canalisations de transfert, aire d'attente des moyens mobiles de transport...), schéma des réseaux (incendie, eaux usées, utilités...) voire plans relatifs à certaines dispositions (murs coupe-feu, réseaux de capteurs, ...),
- identification et caractérisation des potentiels de danger ; ce chapitre comportera en particulier, pour ce qui concerne les matières et produits stockés (y compris les déchets) :
 - la liste de l'ensemble des matières et produits stockés et utilisés avec les quantités maximales susceptibles d'être présentes, le type de contenant, les classes de dangers (HXXX) pour les produits chimiques, le classement au titre de la nomenclature des installations classées correspondants, les principales caractéristiques physico-chimiques en lien avec les risques (point éclair, LIE/LSE, toxicité, solubilité, ...). Cette présentation pourra prendre la forme de tableaux ;
 - un plan précis des zones de stockage intérieur et extérieur, avec les volumes/quantités de chaque zone, leur éloignement réciproque, etc. Ce plan servira notamment de support à la réalisation des calculs des effets prévus ci-après,
- réduction des potentiels de dangers,
- enseignements tirés du retour d'expérience (des accidents et incidents représentatifs),
- évaluation des risques,
- caractérisation et classement des différents phénomènes et des accidents potentiels en termes d'intensité des effets des phénomènes, de gravité des conséquences des accidents, de probabilité et de cinétique de développement en tenant compte des performances des mesures de prévention et de protection. En particulier, les phénomènes d'explosion lié à l'utilisation de pentane/cyclopentane et d'incendie lié aux stockages de matières combustibles ou inflammables (mousses polyuréthanes, déchets, produits chimiques, ...) sont évalués par modélisation.
- caractérisation des substances susceptibles d'être émises lors d'un incendie, leur dispersion dans l'atmosphère et des éventuels impacts
- évolutions et mesures d'amélioration proposées par l'exploitant, représentation cartographique ; en cas d'effets létaux sortant du périmètre autorisé, l'exploitant devra préciser les mesures de maîtrise de risques prévues pour supprimer ces effets et leur délai de réalisation. Dans l'attente de leur mise en œuvre, l'exploitant prend toutes les dispositions pour que les effets létaux restent contenus dans l'emprise du site (diminution des quantités stockées, réorganisation des stockages, ...),
- résumé non technique de l'étude de dangers.

Constats :

Une étude de dangers a été remise le 24 juillet 2024. Cette étude présente des insuffisances et doit être complétée comme suit, dans un délai maximal de 3 mois :

Description des installations

- Joindre un plan des stockages intérieurs de mousses polymères (à la manière de la figure 41 relative aux stockages extérieurs).

- Joindre un plan indiquant clairement les distances minimales à maintenir entre les îlots extérieurs et les limites du site, le bâtiment et la cuve de cyclopentane.
- Compléter le tableau 8 par les mentions de dangers des substances et mélanges présents sur site.
- Joindre un plan des tuyauteries de matières dangereuses, entre les zones de dépotage et les réservoirs, entre les réservoirs et les éventuelles cuves de préparations et entre ces réservoirs ou ces cuves et les lignes de production.

Barrières

- Déterminer le volume minimal de la rétention devant être associée à chacune des deux aires de déchargement de matières dangereuses, conformément aux dispositions de l'article 25.VI de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
- Préciser les barrières de sécurité mises en place ou prévues pour éviter un mélange incompatible lors du dépotage (procédure interne, détrompeur, etc.)
- Préciser les barrières de sécurité mises en place ou prévues au niveau des réservoirs de stockage de matières dangereuses (repère de niveau, détecteur de niveau haut, soupape, etc.) et des tuyauteries.
- Préciser, pour chaque explosimètre, les actions déclenchées automatiquement en cas d'atteinte du seuil défini.

Phénomènes dangereux

- Prendre en compte, dans l'analyse préliminaire des risques (APR), les activités de moulage, d'encollage et de compactage des poudres, ainsi que les risques liés aux tuyauteries de matières dangereuses.
- Dans l'APR et concernant l'explosion d'un mélange air/vapeurs de pentane (ou de cyclopentane) au niveau des lignes de production, développer les arguments amenant à retenir une intensité initiale de 1 (et donc à ne pas retenir le phénomène dangereux dans l'étude détaillée des risques).
- Modéliser l'explosion du mélange air/vapeurs de cyclopentane, suite à une fuite de cyclopentane dans la rétention de la cuve extérieure. En cas de dépassement des effets létaux, proposer des mesures de nature à maintenir sur site ces effets. En cas de prise en compte du mur (dont le rehaussement est prévu), justifier qu'il pourra résister à la surpression. Il est rappelé que l'article 4.1 de l'arrêté complémentaire du 10 juillet 2023 impose la modélisation des « phénomènes d'explosion lié à l'utilisation de pentane/cyclopentane »
- Justifier l'absence de modélisation d'un incendie des stockages de mousses ignifugées (stockages Est 1 et Est 2), sachant notamment que des effets dominos sur ces stockages sont attendus en cas d'incendie généralisé du groupe central (cf cartographie page 142 de l'étude de dangers) et que ces mousses sont combustibles, bien que difficilement inflammables (euroclasse C selon la norme NF EN 13501-1).
- Justifier, dans le cadre de la modélisation de la toxicité des fumées, les différences de seuils de toxicités équivalentes, constatées entre le tableau 50 et les résultats des modélisations (paragraphe III.4 de l'étude de dangers). Ainsi, dans le tableau 50, les trois seuils (SEI, SPEL et SELS) sont respectivement 1 718,5 ppm, 8 774,1 ppm et 10 319,5 ppm. Or, sur les résultats des modélisations, les trois seuils indiqués sont respectivement 11 841,8 ppm, 60 462,2 ppm et 71 111,3 ppm. Le cas échéant, revoir les modélisations, la cartographie des zones d'effets, la détermination de la gravité du phénomène dangereux et les conclusions de l'étude de dangers.
- Clarifier le fait que, concernant l'incendie du groupe central et du groupe sud, la cartographie finale des zones d'effets sortant du site est celle de la page 146, et que les cartographies fournies en pages 142 à 145 ont servi à construire cette cartographie finale. Confirmer par conséquent, le confinement des effets létaux en cas d'incendie de ces groupes.
- Revoir, dans le tableau 53, la gravité d'un incendie généralisé du groupe sud. En effet, au vu du tableau 42, la gravité est modérée, et non sérieuse.

- Déterminer, pour les phénomènes dangereux dont les effets irréversibles sortent du site, la probabilité finale (par méthode qualitative ou semi-quantitative). Placer les scénarios concernés dans la grille de criticité.
- Joindre un résumé non technique de l'étude de dangers.

Défense contre l'incendie :

- Justifier l'utilisation d'eau pour éteindre un incendie de la cuve de cyclopentane et l'absence d'autre moyen d'extinction (par exemple de la mousse). Pour cela, l'exploitant pourra utilement se référer à la partie 5.1 de la FDS.
- Indiquer les mesures prévues pour permettre un déclenchement des rideaux d'eau sans intervention humaine ou revoir le calcul du besoin en eau (calcul selon le guide technique D9) en retenant l'ensemble du bâtiment comme surface de référence. En effet, les rideaux ne peuvent actuellement être déclenchés que manuellement et individuellement, ce qui ne permet pas de considérer que ces dispositifs sont assimilables à des murs EI 120 et donc d'exclure de la surface de référence l'atelier premix/moulage et l'atelier pique-fleurs. Une telle assimilation nécessiterait, en outre, un avis favorable du SDIS. En cas de mise à jour du calcul du besoin en eau, indiquer les mesures prévues pour combler de besoin.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Défense extérieure contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet sous 3 mois à l'inspection des installations classées le calcul du besoin de défense incendie selon le guide pratique d'appui au dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie D9A - 2020 du CNPP et justifie qu'il dispose des moyens nécessaires. [...] Le cas échéant, les moyens de défense incendie correspondant à ce besoin sont mis en œuvre au plus tard 6 mois après la notification du présent arrêté.
Constats : L'exploitant a transmis un premier calcul le 1 ^{er} mars 2024. La détermination du besoin en eau a ensuite été intégrée à l'étude de dangers transmise le 24 juillet 2024. Ce calcul, sous réserve des remarques reprises dans le point de contrôle n°4, aboutit à un besoin de 300 m ³ /h. Les moyens actuels ne permettant de délivrer que 180 m ³ /h, ils doivent être complétés. Dans son étude de dangers, l'exploitant mentionne l'implantation d'un nouveau poteau d'incendie public, à proximité du site, ainsi que d'une réserve souple sur l'emprise du site. L'exploitant a transmis un courriel du directeur général adjoint de la commune de Challans, l'informant que le syndicat mixte Vendée Eau a été missionné pour installer un nouveau poteau d'incendie. Ni ce nouveau poteau d'incendie ni la réserve interne prévue n'ont été mis en service. Par conséquent, les moyens de défense extérieure contre l'incendie actuellement disponibles sont toujours insuffisants, ce qui constitue un écart.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Confinement des eaux polluées en cas d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux polluées
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet sous 6 mois à l'inspection des installations classées une étude technico-économique visant à : - définir la capacité de rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie sur le site, pour les bâtiments et stockages extérieurs y compris des déchets, selon le guide pratique de dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction D9-2020 du CNPP, et les éventuels travaux à réaliser pour mettre en place cette capacité de rétention, - le cas échéant, proposer un délai de réalisation des travaux. Cette étude peut être intégrée à l'étude de dangers prescrite à l'article 4.1 ci-dessus.
Constats : L'exploitant a intégré à son étude de dangers, transmise le 24 juillet 2024, une étude relative au confinement des eaux polluées en cas d'incendie. Leur volume est estimé à 1 300 m ³ . Le site est divisé en bassins versants : Nord et Sud. Cette étude conclut au fait que « <i>la réalisation des travaux pour l'aménagement d'un bassin étanche et pour la modification de tous les réseaux d'eaux pluviales du site représente un coût économique important, sans compter le manque à gagner pour l'entreprise à cause de l'arrêt de l'activité le temps des travaux pour modifier les réseaux d'eaux pluviales.</i> » Cette étude ne comprend pas tous les éléments attendus, ce qui constitue un écart. Elle doit être complétée comme suit, dans un délai maximal de 3 mois : <ul style="list-style-type: none">• Actualiser le calcul du volume des eaux polluées générées (calcul selon le guide technique D9A), en cas de modification du besoin en eau en cas d'incendie (cf point de contrôle n°4). Dans tous les cas, déterminer le volume des eaux générées sur chacun des deux bassins versants du site (Nord et Sud). En effet et à titre d'exemple, rien ne justifie de prendre en compte, pour le calcul du volume des eaux polluées de la partie Sud, le volume lié aux intempéries sur la partie Nord du site.• Compléter l'étude technico-économique relative au confinement des eaux polluées en cas d'accident, par une estimation du coût des différentes solutions techniques, y compris des options consistant à un confinement partiel des eaux polluées.• Au vu de cette étude technico-économique, proposer une solution permettant, a minima, un confinement partiel des eaux polluées, accompagnée d'un échéancier. Ces éléments complémentaires pourront être intégrés à l'étude de dangers (cf point de contrôle n°4).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Organisation des stockages extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Stockages
Prescription contrôlée : Les déchets et emballages sont stockés à au moins 5 mètres des limites de l'établissement. Le parc à déchets/ emballages est organisé de façon à permettre l'accès des services d'incendie et de secours en toute circonstance.
Constats : Cette distance d'isolement est désormais respectée. Les importants stockages de déchets de mousses, présents sur la partie Sud du site lors de la visite du 28 février 2023, ont été évacués. Le stockage des déchets et des emballages (principalement des palettes en bois) ne gêne pas l'accès au site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Examen de conformité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 5
Thème(s) : Situation administrative, Autre
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet sous 6 mois à l'inspection des installations classées un rapport d'examen de conformité de son installation au regard de son arrêté préfectoral du 5 février 2001, et des AMPG applicables. Chaque écart est justifié, et dans le cas de prescriptions obsolètes, l'exploitant indique les modifications survenues.
Constats : Un examen de conformité a été transmis le 24 juillet 2024. L'exhaustivité de ce document n'a pas été contrôlée. Cet examen met en évidence certains écarts et précise les mesures prévues pour y remédier. Il mentionne également des modifications, qui devront être prises en compte dans le porter à connaissance de modifications (cf point de contrôle n°1 - modification des installations).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Compte tenu des anomalies détectées dans le diagnostic de pollution des sols et même si, strictement, il ne s'agit pas d'un arrêté ministériel de prescriptions générales, il est demandé à l'exploitant de procéder à un examen de conformité à l'arrêté ministériel du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables ou combustibles et de leurs équipements annexes. Ce récolement, accompagné d'un plan d'action en cas d'écart, sera transmis à l'inspection des installations classées dans un délai maximal de six mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Dégazage des anciennes cuves de pentane

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.
Constats : Les deux anciennes cuves de pentane, situées en extérieur et dans la même rétention que la cuve actuelle de cyclopentane, ne sont plus utilisées depuis plusieurs années et le remplacement du pentane par du cyclopentane comme agent d'expansion de la mousse polyuréthane. Ces cuves n'ont pas été dégazées, ce qui constitue un écart. En effet, l'absence de dégazage du gaz résiduel présente un risque accidentel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois